

Recherches sociographiques



Gilles BOILEAU, *Le silence des Messieurs. Oka, terre indienne*

John A. Dickinson

Volume 35, numéro 3, 1994

Les autochtones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056907ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056907ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dickinson, J. A. (1994). Compte rendu de [Gilles BOILEAU, *Le silence des Messieurs. Oka, terre indienne*]. *Recherches sociographiques*, 35(3), 612–614.
<https://doi.org/10.7202/056907ar>

des atouts indéniables du livre demeure aussi son iconographie qui, par sa richesse et sa variété, complète le texte.

Jan GRABOWSKI

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Gilles BOILEAU, *Le silence des Messieurs. Oka, terre indienne*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, 286 p.

Les événements de l'été 1991 ont fait couler beaucoup d'encre. D'abord dans la presse écrite pendant les longs mois du siège des territoires autochtones et, depuis, lors de colloques, dans des revues spécialisées et des livres. Malgré cette avalanche de mots, on attend encore une analyse scientifique et désintéressée des causes profondes de la crise, des responsabilités des différentes parties en cause et des enjeux. Le livre de Boileau cherche à comprendre le sens des événements en les situant dans une continuité historique et à rendre justice aux Indiens (p. 269). Le second objectif a pris le pas sur le premier et le résultat est une polémique ennuyante qui condamne les sulpiciens d'autrefois et les autorités gouvernementales contemporaines.

L'auteur s'attarde longuement à établir que les sulpiciens ont agi malhonnêtement envers les Autochtones et les ont dépouillés des terres au lac des Deux-Montagnes qui devaient leur permettre de survivre en tant que peuple. Les déplacements successifs de la mission sulpicienne de la Montagne vers le Sault-au-Récollet (1696) et ensuite, au Lac (1721) sont décrits comme des stratégies uniquement destinées à accroître le patrimoine foncier des Messieurs et à exploiter le travail des Autochtones à leur profit. Certes, plusieurs documents accablants pour le Séminaire de Montréal y sont présentés, mais toujours sans tenir compte du contexte historique. L'évangélisation des Autochtones n'est pas le seul objectif des sulpiciens et pour apprécier leurs politiques, il faut les situer dans une logique de développement colonial. La gestion seigneuriale sulpicienne fut empreinte de rigueur et cherchait à rendre autonome et à garantir l'avenir de la communauté; les études sérieuses de Louise DECHÊNE, Christian DESSUREAULT et Brian YOUNG entre autres l'ont bien démontré. Cependant, l'auteur va trop loin en insinuant que la recherche de profits primait sur toute autre considération chez les supérieurs du Séminaire de Montréal.

Boileau insiste beaucoup, et avec raison, sur le fait que les sulpiciens refusèrent d'octroyer des titres aux Autochtones qui défrichaient et exploitaient les terres. Cette politique et celle qui attribuait les plus belles terres de la seigneurie aux colons blancs sont perçues comme les grands responsables de l'état de dépendance dans lequel se trouvent les Iroquois de Kanesatake aujourd'hui. Mais il ne faut pas juger les actions des hommes du passé à l'aune des valeurs contemporaines. Le relativisme culturel est un concept récent et il

eût été surprenant que les sulpiciens l'adoptent avant tout le monde. Convaincus de la supériorité de la civilisation de la France catholique, ils ne pouvaient pas traiter les Autochtones sur le même pied que les colons avant leur francisation complète. Dans la même veine, il est injuste de critiquer des juges d'avoir suivi les prescriptions de la loi. Le problème n'est pas là puisque les injustices dont sont victimes les Autochtones ont une origine politique et c'est seulement à ce niveau, et non devant des tribunaux, qu'une solution doit être élaborée.

Lorsqu'il aborde la période plus contemporaine, l'auteur dresse un véritable réquisitoire contre le maire d'Oka, Jean Ouellette, et ses alliés, notamment Guy Bélisle. Certes, ces personnages ont une grande part de responsabilité dans les événements de l'été 1990, mais le ton persifleur relève plus du journalisme engagé que de l'analyse scientifique.

L'engagement politique peut avoir une place dans un ouvrage qui se veut scientifique, mais il faut alors présenter tous les faits et tous les points de vue. Ce livre est partial, confus et répétitif. Même quand l'auteur affirme qu'il ne reviendra plus sur la mesquinerie des sulpiciens, il ne peut s'empêcher de répéter pendant quatre pages des accusations tirées des chapitres précédents (p. 244-248). Il comporte des erreurs de fait. Se référer aux sulpiciens comme seigneurs alors que le système seigneurial est aboli peut passer, mais appeler le gouvernement du Canada-Uni de 1851 le « fédéral » et attribuer à « Ottawa » (qui n'existe pas encore) la possibilité de formuler une politique en 1853 (alors que la capitale est à Québec) constituent des anachronismes inacceptables dans une étude scientifique (p. 206). Ce sont des détails, mais ils traduisent un travail bâclé qui aurait eu grand besoin d'un éditeur professionnel.

Malheureusement, il y a pire encore. L'auteur admet qu'il est redevable envers des mémoires de maîtrise et notamment ceux de Claude PARISEAU (McGill, 1974) et Louise TREMBLAY (Montréal, 1981). Les références bibliographiques fournies (et qui sont d'ailleurs incomplètes puisqu'elles ne mentionnent jamais la page) ne laissent pas soupçonner à quel point.

J'ai relevé une trentaine d'occasions où le texte de Tremblay (que j'avais sous la main) a été ainsi pillé. À la page 37 Boileau écrit « Des terres sont achetées au Sault-au-Récollet dès 1689 et un premier fort est érigé ». À la page 93 de son mémoire, Louise Tremblay écrit « en 1689, Monsieur de Belmont devient locataire, à titre personnel, d'une terre de 180 arpents située au Sault-au-Récollet. En 1691, il y a fait bâtir un fort... » Un peu plus loin dans le même paragraphe Boileau indique que « 600 arpents sont attribués en 1694 à des pionniers du Sault-au-Récollet qui acceptent de quitter leur terre pour s'établir au milieu de la forêt domaniale de la côte Sainte-Catherine et le long de la côte des Neiges. » Tremblay avait affirmé : « En 1694, le Séminaire de Montréal accorde 600 arpents à la côte Sainte-Catherine dans la forêt domaniale à plusieurs habitants en échange de leurs terres au Sault-au-Récollet ».

Si un étudiant commettait une telle faute, il serait convaincu de plagiat et risquerait une sanction sévère. Peut-on tolérer qu'un professeur en fasse autant ? L'éditeur a également une lourde responsabilité car on ne doit pas éditer n'importe quoi sous prétexte que le sujet est d'actualité. La moindre des choses serait que les Éditions du Méridien publient intégralement

les mémoires de Tremblay et de Pariseau qui ont fourni l'essentiel des arguments à Boileau et qui défendent mieux la cause des Mohawks de Kanesatake que cette polémique maladroite.

John A. DICKINSON

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Robin PHILPOT, *Oka : dernier alibi du Canada anglais*, Montréal, VLB éditeur, 1991, 174 p.

Dans ce livre, Robin Philpot cherche à démontrer que la crise d'Oka a servi à reconstituer l'unité canadienne au lendemain de l'échec des accords du Lac Meech, en utilisant le Québec comme bouc émissaire. Selon Philpot, les Canadiens anglophones ont saisi la chance inespérée qui se présentait à eux de pourfendre le Québec accusé de racisme et de plus de maltraiter ses minorités autochtones, notamment les Mohawks. En fait, selon l'auteur, voilà de fausses prétentions : le Québec a toujours conservé des relations respectueuses avec ses minorités amérindiennes.

Robin Philpot analyse les relations Canada anglais-Québec dans un contexte bien précis, celui de la crise amérindienne d'Oka. Il utilise à la fois des données qualitatives : des articles parus dans des quotidiens anglophones et certains documents gouvernementaux d'où il tire les perceptions et le discours anglo-canadien, et des données statistiques, notamment sur les conditions de vie des Amérindiens dans chaque province canadienne. Au passage, il m'apparaît nécessaire de souligner que les journaux qu'utilise l'auteur ne couvrent pratiquement que la région métropolitaine de Toronto et celle d'Ottawa ; à peine à quelques reprises l'auteur consulte-t-il *The Gazette* de Montréal.

Le livre se divise en neuf chapitres, organisés thématiquement, qui peuvent être regroupés en trois grandes parties. D'abord, l'auteur met en évidence la manière dont le Canada anglais a expliqué la position du Québec dans la crise amérindienne par le racisme prétendument caractéristique de cette province. Pour lui, ni l'histoire, ni les statistiques ne permettent de soutenir la thèse du racisme. Ainsi, il est faux de dire que le Québec, comme le soutiennent certains Canadiens anglophones, peut être comparé à l'Alabama du début des années 1960. Pour ce qui est de ses minorités autochtones, le Québec ne les maltraite pas. Philpot souligne que les Français ont toujours eu des relations amicales et respectueuses avec leurs voisins autochtones. On n'a qu'à remonter au temps du métissage dans la région des Grands Lacs et des Prairies. Cela vaut aussi pour le Québec contemporain où les indicateurs de la qualité des conditions de vie et de rétention des langues d'origine sont plus élevés que partout ailleurs au Canada. Ce sont là des signes qui témoignent de l'harmonie entre Amérindiens et Québécois. De plus, et c'est l'argument principal, contrairement aux Français, les Canadiens anglophones ne peuvent se targuer d'un passé harmonieux puisque l'histoire coloniale des Britanniques, et par la suite du gouvernement canadien, n'a pas permis la création de liens respectueux. Cette opinion mérite des nuances, d'autant plus que le gouvernement québécois n'est pas sans tache en matière de colonialisme. Les Cris de la Baie James pourraient en discuter plus savamment que moi-même.